



Congrès du REMDUS

6 décembre 2023 à 18h00 - A2-1021

Procès-verbal

Présences

Audrée Betsa Camille (ADBA)	Tamara Bilodeau (RECSEP)
Charles Taillon (AEMDHUS)	Emma Bolduc (RECSEP)
Eric Martial Owana (AEPEA)	Maxime Chemarin (RECSEP)
Andréas Nicodem Loemba (AGECSDUS)	Naomie Do (RECSEP)
Marwan Besrouer (AGEG)	Alexandre Dumont (RECSUS)
Joey Maheu-Langevin (AGEG)	Luc Marchand (RECSUS)
Isaac Malette Cayer (AGEG)	Antoine Théberge (RECSUS)
Florence Trudeau (AGEMDELCUS)	Emilie Dionne (REESPUS)
Nicolas Félix Lacombe (AGEMDEUS)	Alexandre Desbiens (RÉÉUS)
Guillaume Gagnon Dugas (ARCTUS)	Flora Aude Le Cerf (RÉGUS)
Simon Durand (CEGGAT)	Coralie Grince (REMSSUS)
Ulrich Franck Fankam Kenmoe (CEGGAT)	Roxanne Paquette (REMSSUS)
Anthony Côté-Biron (RECMUS)	Gabrielle Petit (CA)
Violaine Pourcel (RECMUS)	
Vincent Roy (RECMUS)	

Comité de direction :

Gabrielle Crevier (REMDUS)
Nicolas Dionne (REMDUS)
Marc-Olivier Jacob (REMDUS)
Cécile Radosevic-Batardy (REMDUS)
Nawel Touil (REMDUS)

Équipe permanente du REMDUS :

Victor Dionne (REMDUS)
Alexandra Ducharme (REMDUS)

Présidium d'assemblée :

Saïd Kassabie – Présidence d'assemblée
Elise Mazaloubaud – Secrétariat d'assemblée



1. Ouverture de la séance

La séance est ouverte à 18h01

2. Élection du présidium

REMDUS présente Saïd Kassabie et Elise Mazaloubaud qui constitueront le présidium d'assemblée.

PROPOSITION

*Il est proposé par **RECSEP** et appuyé par **RECMUS** : Que Elise Mazaloubaud et Saïd Kassabie soient nommés respectivement à la présidence et au secrétariat d'assemblée pour la séance.*

Adoptée à l'unanimité (AU)

3. Lecture et adoption de l'ordre du jour

La présidence d'assemblée fait la lecture de l'ordre du jour.

PROPOSITION

*Il est proposé par **RECSEP** et appuyé par **RECMUS**: Que l'ordre du jour de la réunion soit adopté.*

Adoptée à l'unanimité (AU)

4. Affiliation nationale

Comité de direction : Fait part de la situation et fait une présentation sommaire du document envoyé dans la convocation, point par point. Lecture non-exhaustive :

- *Présentation de l'UEQ, des postes comblés et des postes vacants;*
- *Équipe permanente et temporaire;*
- *Conseil d'administration avec 11 associations;*
- *Liste des membres de l'UEQ;*
- *Cycles d'instances;*
- *Orientations annuelles;*
- *Structure de l'UEQ;*
- *Comité de travail spécifique;*
- *Cotisations et gains;*
- *Avantages;*
- *Exemple de représentation du REMDUS en collaboration avec l'UEQ;*

Présidence : *Y a-t-il des questions ?*



UEQ : Merci pour cela, merci au comité de direction. L'UEQ est intéressée de venir parler, expliquer la structure et les dossiers sur lesquels ils travaillent pendant l'année. On veut bonifier des orientations et de bien expliquer les dossiers sur lesquels on travaille, par exemple le financement de la recherche. On veut augmenter la représentativité, le financement des bourses. Cette année, il y a eu la campagne sur les réseaux sociaux avec le député Maxime Blanchette-Joncas pour le financement de la recherche et il y a eu beaucoup de travail avec lui pour diffuser cette pétition-là. On veut mettre l'accent là-dessus, mais également sur le cas des parents aux études. On connaît les conditions particulières qu'ils ont et on travaille de façon à soutenir les associations avec la mise en place d'une politique institutionnelle et on travaille avec le gouvernement pour avoir une loi-cadre. On veut soutenir les associations pour avoir des haltes-garderies et donc soutenir les associations qui ont fait des demandes de projet par rapport à cela.

UEQ : Comme mentionné par le comité de direction, on sait l'importance des communautés de régions. On veut mieux comprendre les enjeux, on veut faire cette différence, car dans l'histoire du mouvement étudiant on sait que ceux-là ont des enjeux spécifiques. Donc on veut prendre en compte ces enjeux. On travaille entre autres avec le ministère du Travail. On veut financer avec le fonds du CAR, auquel a accès le REMDUS. On cherche à peaufiner cette orientation pour savoir comment mieux les accompagner en fonction des différentes régions administratives. On ne veut pas que la représentation soit empêchée. On veut aussi aider à la représentation politique et faire front commun. Dans les orientations non mentionnées : continuer la représentation pour la communauté étudiante comme avec l'exemple des assurances collectives étudiantes où il y a eu une réaction de l'UEQ et une mobilisation avec les comités de travail spécifiques, un suivi pendant 2 ans avec l'AMF et des consultations des associations étudiantes. L'AMF devait déposer un rapport, il n'est pas encore arrivé, mais devrait bientôt être déposé. Cela peut démontrer la force des associations étudiantes. Aussi, la loi 25 empêche la transmission d'informations, donc l'UEQ a fait de la représentation politique pour défendre les droits. Pour rappel, si la loi est adoptée, cela viendra atteindre le droit des associations étudiantes. Donc si les droits des associations sont menacés, l'UEQ leur vient en aide.

UEQ : J'aimerais faire du pouce sur l'importance de la représentation politique et les conseils qu'on peut donner. On révisé notre plan d'action et on veut voir comment mieux soutenir les associations avec leurs enjeux locaux et soutenir de manière hebdomadaire les associations sur leurs enjeux.

UEQ : Il y a l'exemple de soutien personnalisé avec la hausse des frais de scolarité des étudiants hors Québec, avec un accompagnement des universités les plus touchées. En situation de crise, en tant qu'associations membres, on peut vous soutenir pour de la représentation auprès des différents paliers gouvernementaux. D'ailleurs, on se penche à temps plein sur le dossier, on peut apporter une expertise et fournir des formations gratuites.

UEQ : Pour le moment le site web n'est pas à jour, car il est en train d'être refait. Donc tout n'est pas à jour avec ce qui a été fait récemment. Pour les violences à caractère sexuel (VACS) c'est fait par demande des associations. C'est un travail de longue haleine. Il y a beaucoup de représentation pour que les clauses d'amnistie ne s'appliquent pas dans le cadre des VACS. On reste informé pour voir l'évolution du projet de loi 42. Concernant l'aide financière aux études il y a l'exemple



de l'an passé avec les bonifications COVID. La communauté étudiante fait encore les frais des conséquences du COVID. Pour les stages, il y a un travail de l'UEQ, notamment avec la loi pour protection des stagiaires où l'UEQ a été très impliquée avec ministre du Travail.

UEQ : Ce qui est inscrit sur site web c'est avant tout les gains de grande envergure. La représentation fait avancer les petites causes. L'UEQ grâce à son regroupement peut faire des enquêtes, par exemple, pour l'endettement des étudiants et la détresse psychologiques des membres, comme ça a été fait à l'UdeM. Après on a fait de la représentation avec l'UEQ, comme le gouvernement n'avait rien fait. L'UEQ a sondé plus de 14 universités pour faire un portrait plus large de la situation. Cela a donc permis de faire comprendre qu'il y avait une situation problématique. Cela a mené au premier plan d'action dans les études supérieures en 2021, plus la création d'un observatoire de la santé mentale aux études supérieures. Pour les populations spécifiques, il y a eu un renouvellement du plan d'action contre l'homophobie et la transphobie où l'UEQ a participé à différentes représentations. La demande a été entendue où 25 millions de dollars ont été rajoutés sur 5 ans pour lutter contre cela. Pour les cycles supérieurs, il y a eu retrait de la condition de preuve de dépôt de la thèse pour recevoir les 11^e et 12^e versements pendant 4^e année thèse doctorat.

UEQ : Il est important de présenter au-delà des travaux du site. Cela souligne ce qui est beau à l'UEQ comme la diversité amenée par les différentes associations membres. On veut répondre aux questions et prendre des notes sur ce qui fonctionne moins bien.

RECMUS : De quelle façon la décision pour la campagne des stages a-t-elle été prise?

UEQ : L'UEQ fait de la représentation pour les stages chaque année. Plusieurs associations avaient évoqué cette problématique, donc il y a eu une demande de mobilisation de plusieurs associations, d'où le fait que la campagne ait été montée pour cela. C'est sûr que certaines associations étaient moins touchées.

RECMUS : Quelles associations étaient au Comité de travail spécifique, étaient-ce des associations invitées ou membres?

UEQ : Il y a eu une discussion avec les associations membres et non-membres.

UEQ : Il faut garder en tête la représentation depuis le début. Par exemple, les revendications pour les personnes en enseignement en 2018. En 2019, on a remarqué que d'autres stages étaient touchés et donc il y a eu une campagne avec d'autres programmes. L'an passé, la bourse perspective qui donnait certes plus de bourses pour certains programmes, et aujourd'hui on demande une rémunération de tous les stages, car les demandes augmentent.

RECMUS : Merci d'avoir parlé des historiques. Avec les 940 millions de dollars, on semble entendre des bruits de criquets de la part de l'UEQ, pourquoi?

UEQ : C'est une bonne question merci. On est au courant du possible détournement de ces 940 millions, mais dès qu'on a entendu parler de cela, on a eu une rencontre avec le cabinet du ministère



pour savoir ce qu'il se passait avec cet argent. On est aussi allé les voir pour une reddition de compte par rapport à l'AFE. Il est difficile de retracer les sommes. D'autres transferts fédéraux arrivent, mais on va s'assurer que cela aille à l'AFE.

Présidence : Est-ce qu'il y a d'autres questions?

AGEMDEUS : Vous parlez de la représentation auprès de l'AFE et de l'ensemble de prêts et de bourses à l'ensemble de la population étudiante et pas seulement des étudiants anglophones.

UEQ : On a fait une campagne. Depuis, il y a un travail récurrent sur le fait de questionner le gouvernement fédéral pour savoir où cet argent sera remis après le transfert chaque année.

UEQ : L'UEQ travaille toujours pour s'assurer que l'AFE soit perçue par l'ensemble de la communauté étudiante.

AGEMDEUS : Avant 2013, tout le monde pouvait recevoir de l'aide et des prêts en fonction de son revenu, donc à peu près n'importe qui pouvait avoir accès à une aide financière. Aujourd'hui ce sont majoritairement des prêts et les montants sont moins grands. Les bourses ne sont obtenues que grâce à des conditions particulières comme le TDAH et donc, les bourses ne sont pas universelles.

UEQ : L'UEQ a un avis sur le sujet. Avec l'annonce du détournement, on a questionné le gouvernement. L'AFE ne répond pas aux besoins des étudiants et donc on travaille de façon à s'assurer que l'accès soit universel à tout le monde.

RECMUS : J'aimerais savoir pourquoi aujourd'hui il y a un congrès du REMDUS à votre sens. Vous répondez à la question des 940 millions alors que la question a été évitée dans les derniers mois.

Présidence : Attention à ne pas prêter des attentions aux personnes.

UEQ : On comptait venir ici pour s'excuser et faire bonne impression par rapport au détournement de question au camp de formation.

UEQ : On veut avoir une discussion de fond pour s'améliorer. Obtenir des orientations sur les relations associatives pour bonifier les relations avec membres et trouver des solutions. On veut vous entendre pour améliorer les présentations et mieux faire leur représentation.

REMSSUS : La raison principale c'est les 940 millions, mais vous utilisez la cause pour que ça ne se reproduise pas dans le futur.

UEQ : Ce n'était pas récurrent donc il est dur de retracer exactement. On travaille pour que dans le futur tous les transferts aillent dans l'AFE. Cela fait partie des plans d'actions et des investissements.



UEQ : Au final notre travail de représentation continue, notamment avec la campagne des stages et le rapport. On veut cibler les recommandations, avoir une diversité de stratégies pour aller chercher le plus d'investissements pour les études supérieures. Encore une fois, on veut s'assurer que pour les futurs transferts fédéraux aillent au bon endroit. En ce moment, on est sur le chantier sur l'aide financière aux études.

AGEMDELCUS : Je constate que vous talonnez, mais quelles actions comptez-vous mener? C'est OK de dire que vous allez œuvrer à la reddition de compte. C'est bien beau les intentions, mais quelles sont les actions pour que l'ensemble de la société civile talonne le gouvernement?

UEQ : Tout de suite, on a parlé aux différents partis d'opposition. En ce moment, c'est le chantier de l'aide financière aux études. Il y a un budget qui arrive et l'aide financière fait partie de la demande pré-budgétaire et c'est ça que l'on va mettre de l'avant. On est ouvert à d'autres propositions.

REMSSUS : On parlait du 940 millions. Quel montant est investi dans les cycles supérieurs?

UEQ : Aux cycles supérieurs ou l'enseignement?

REMSSUS : Quelle valeur est investie pour l'enseignement?

UEQ : En ce moment c'est 1,7 milliards, mais il n'est pas réellement dépensé. Il y avait 300 millions de moins de dépensé que prévu à cause du fait qu'il n'y avait pas assez de demandes d'AFE. On va se servir du manque de bourse et prêts pour le futur.

RECSUS : Allez-vous militer pour l'abolition des taux d'intérêts sur les prêts?

UEQ : Pour le moment, on milite pour que la position reste plus large pour le remboursement de la dette directement. C'est le compromis qu'on a trouvé pour les personnes étudiantes. Pour nous, rembourser le taux d'intérêt et donner un chèque aux banques, ce n'est pas l'idéal.

REMSSUS : Je me questionne par rapport au camp de formation. Pourquoi on n'a pas été informé, pourquoi cela n'a pas été communiqué et pourquoi les personnes présentes n'ont pas communiqué les informations?

UEQ : Pour nous, c'était peut-être clair, car cela touche notamment aux stages. On a pris note de comment répondre aux besoins. Est-ce que vous voyez des pistes de solutions, on veut poser des questions pour mieux comprendre. Y a-t-il des solutions à mettre en place? On entend qu'il faut tout apporter auprès des membres et miser sur le côté de la relation associative, car si des membres ont perçu cela, il y a sans doute d'autres associations qui ont aussi perçu cela.

REMSSUS : Est-ce qu'on est les seuls à s'être dit révoltés?

UEQ : Le 940 millions de dollars a soulevé des questions auprès de plusieurs associations. On a fait plusieurs rencontres, car beaucoup ont été surpris.



RECMUS : Si le REMDUS n'est pas la seule association, quel est le calcul pour le lancement de la campagne de rémunération des stages? Cela va être long avant qu'on obtienne 940 millions de dollars en rémunération de stages.

UEQ : On n'arrête jamais le travail pour les autres dossiers, cela fait longtemps que des actions pour stages sont en cours.

UEQ : On a plusieurs plans d'action. On est venu protester pour rappeler au gouvernement ce qu'il s'est passé.

RECSUS : Vous avez remarqué le mécontentement du REMDUS. À chaque deux ans, on doit statuer sur le renouvellement de notre adhésion, mais il n'y a jamais eu de questionnaire réel sur un référendum. Il y a probablement un certain mécontentement et vous l'entendez. Il y a peut-être quelque chose au niveau de la structure de l'UEQ. Pensez-vous qu'il y a des failles? Et que pouvez-vous faire pour réviser votre structure?

UEQ : Par rapport aux failles, on en a conscience et il doit y avoir des bonifications. On s'est rendu compte que la demande était de créer un discours sur réalité des régions, mais on sait que toutes n'ont pas les mêmes réalités et donc pas les mêmes enjeux. La variété est présente et on est arrivé à des objectifs plus spécifiques en fonction des régions. On a des discussions avec les régions pour mettre de l'avant une représentation spécifique à leurs enjeux, car elles sont les expertes de leurs régions. On a une porte d'entrée avec les différents ministères. On a donc essayé de penser à ventiler les objectifs en fonction des régions administratives. On essaye de dire que pour la prochaine année il faut trouver ce qui touche davantage les régions. Donc oui, on a une orientation sur les relations associatives, mais on veut bonifier la représentation des associations de régions. Si on désire plus de représentation, cela pourrait devenir une nouvelle représentation. Pour la structure, on constate la même chose, car la structure dans son fondement a été donnée pour mieux représenter, mais elle n'est pas bien utilisée.

UEQ : Ce qu'on veut mettre en place c'est un plan stratégique et une réflexion avec l'équipe interne.

UEQ : Il y a une nouvelle direction administrative, un nouveau chantier institutionnel et administratif.

RECMUS : Pour des comités comme ceux-là où des associations non-membres peuvent participer, quel est notre avantage à rester membre si on peut quand même participer et avoir un droit de parole?

UEQ : Oui, c'est le tendon d'Achille d'une association nationale. On pourrait désirer de ne vouloir garder que des membres, mais le principal fondement, c'est la représentation politique et donc on veut éviter les angles morts. L'impact d'une association membre c'est l'orientation de travail. On ne veut pas une dynamique de censure. On veut se rapprocher pour mieux comprendre. C'est une question que je partage et que j'adresse directement en comité de coordination. Des discussions



ont été soulevées pour améliorer ce sentiment. Si on améliore la vulgarisation, on va améliorer la compréhension. Ce sont les mêmes enjeux qu'on a à l'interne et dont on discute.

RECSEP : Il y a des enjeux dans la plupart des associations, je sais qu'il y a une difficulté à rejoindre tous les membres pour les associations départementales. Certaines personnes pourraient vouloir savoir comment l'investissement dans l'UEQ est dépensé, une possibilité que les communications se fassent directement pour individus membres, puisque ces personnes n'ont pas accès à toutes les informations sur les actions de l'UEQ. Cela pourrait donc être un projet à mettre de l'avant. On voudrait un transfert d'informations à la plus petite échelle.

UEQ : Merci c'est noté. On a pensé à améliorer la connexion. Il faut bonifier la relation avec le membre le plus près pour que l'association comprenne ce qu'est l'UEQ et transférer les informations aux associations de programme. C'est un point intéressant : la diversité des tactiques pour la communication et qui pourrait être réfléchi.

Présidence : Pas de questions?

UEQ : On remercie le comité de direction et les associations et on sera contents de continuer la conversation.

Les deux personnes représentantes de l'UEQ quittent à 19h18.

Gabrielle Crevier (REMDUS) : J'aimerais mentionner que j'ai un conflit d'intérêts puisque j'ai déjà été au comité de coordination de l'UEQ. Je sais que je peux rester impartiale, mais je pourrais quitter sur demande.

ARCTUS : À part l'UEQ, quelles sont nos autres alternatives d'affiliation?

REMDUS : Depuis tout récemment, il y a la CRUES qui a été fondée dans la dernière année. C'est un peu un équivalent de l'ASSÉ il y a quelques années.

RECSEP : CRUES veut dire Coalition de résistance pour l'unité étudiante syndicale.

RECSEP : S'il y avait des enjeux, comment le comité de direction a évalué l'aptitude à discuter avec les autres associations des universités pour faire valoir leurs intérêts.

REMDUS : On est en état de discuter avec des associations étudiantes externes. C'est notre tâche. Le REMDUS a de bonnes relations à l'externe. Il y a toujours la possibilité de se rallier à tout le monde.

REMSSUS : Quel sera l'impact sur les relations avec les autres associations de notre affiliation à l'UEQ ?

REMDUS : C'est un enjeu, c'est un débat houleux dans le milieu associatif. Aucune autre association n'est au courant de notre questionnement en Congrès, c'est une gestion interne.



RECSEP : Est-ce qu'il y a eu d'autres discussions à propos de l'affiliation dans les autres associations?

Comité de direction : Pas à ce qu'on sache, mais comme on disait, ça relève de la gestion interne. Les autres associations ne nous en parleraient pas nécessairement non plus.

PROPOSITION

Il est proposé par RECMUS et appuyé par RECSUS que le REMDUS tienne une consultation référendaire sur son affiliation à l'UEQ pendant la session d'hiver 2024, laquelle soumettrait aux membres la question suivante, dont le préambule fait partie intégrante :

Considérant les transferts fédéraux en éducation, qui auraient été utilisés à d'autres fins, et qui sont évalués à 940 M\$.

Considérant que l'Union étudiante du Québec (UEQ) a tenu des campagnes d'envergure pour 80 M\$ manquants.

Considérant que l'UEQ tient en ce moment une campagne pour la rémunération des stages qui ne se chiffrera pas à 940 M\$ en gains pour la communauté étudiante avant quelques années.

Considérant que la question des 940 M\$ manquants a été soulevée à diverses instances de l'UEQ par le REMDUS.

Considérant l'apparente inaction de l'UEQ sur la question des 940 M\$ manquants en transferts fédéraux.

Considérant que les frais d'intérêts sur les prêts étudiants ont été abolis par le gouvernement fédéral sans qu'une mesure équivalente ne soit prise par le gouvernement provincial.

Considérant l'apparente inaction de l'UEQ sur le paiement des frais d'intérêts pour les prêts étudiants.

Considérant qu'il est possible de participer, sans droit de vote, à plusieurs instances de l'UEQ et que la majeure partie des décisions y sont prises par consensus sans que le vote ne soit demandé, sans égard au statut de membre ou non des associations présentes.

Souhaitez-vous que le REMDUS se désaffilie de l'UEQ ?



REMSSUS : Je vous encouragerais à battre la proposition puisque c'est clairement une prise de position dans une question référendaire.

RECMUS : Je propose que la question soit, souhaitez-vous que le REMDUS se désaffilie de l'UEQ?

REMSSUS : Je ne suis pas d'accord avec tous les considérants et je vis un malaise à ce que tout soit conservé tel quel.

Présidence : Il serait possible de faire des sous-amendements pour les retirer.

REMSSUS : J'appuie.

ARCTUS : J'aimerais que cela soit explicatif plutôt qu'argumentatif. Ces points devraient être formulés comme une lettre expliquant la situation.

Présidence : Envoyer les considérants dans une lettre devait être une autre proposition.

RECSUS : J'appuie.

RECSUS : Je propose que les considérants soient enlevés de la question.

REMSSUS : J'appuie.

REMSSUS : Je ressens un malaise.

Présidence : Si vous ressentez un malaise, proposez d'enlever des considérants.

REMSSUS : C'est faux qu'il n'y a pas d'action donc cela devrait être retiré. Je ne comprends pas le considérant sur participation et au droit de vote, je le retirerais.

RECSUS : J'appuie.

Présidence : Sur la proposition de retirer les sous-amendements en rouge, y a-t-il une discussion ?

RECSEP : Là, on discute du contenu.

Présidence : Il a été proposé de modifier et de retirer des considérants. La question est donc de savoir lesquels ont été inclus ou non.

RECSEP : Je considère qu'on devrait traiter les considérants avant la question. Ce sont deux sujets différents. Donc je demande que l'on revienne sur la proposition du RECMUS.

REMSSUS : Un autre considérant que je retirerais c'est celui sur la rémunération des stages. Je ne vois pas en quoi l'un annule l'autre.



Présidence : Est-ce qu'une association s'oppose à ce que ça soit inclus ?

RECSUS : J'appuie à l'amiable.

Présidence : Si personne ne s'y oppose, on le rajoute à la proposition de sous-amendement.

RECMUS : Peut-on demander de scinder la proposition de sous-amendement ?

Présidence : Y a-t-il une opposition ?

Il n'y a pas d'opposition, donc la proposition sera scindée.

Présidence : Sur les trois premiers considérants en rouge, y a-t-il d'autres discussions ? Une autre association veut-elle retirer quelque chose ?

*Il est proposé par **RECMUS** et appuyé par **RECSUS** d'amender la proposition principale en retirant du préambule au sujet de la question référendaire les considérants suivants :*

Considérant les transferts fédéraux en éducation, qui auraient été utilisés à d'autres fins, et qui sont évalués à 940 M\$.

Considérant que l'Union Étudiante du Québec (UEQ) a tenu des campagnes d'envergure pour 80 M\$ manquants.

Considérant que l'UEQ tient en ce moment une campagne pour la rémunération des stages qui ne se chiffrera pas à 940 M\$ en gains pour la communauté étudiante avant quelques années.

Le vote n'est pas demandé
Adoptée à l'unanimité (AU).

RECMUS : Le considérant est juste là pour rappeler que malgré le fait que le REMDUS soit membre de l'UEQ, on pourrait quand même participer à des instances et notre voix serait écoutée.

ARCTUS : J'aimerais des précisions. Si on sort et qu'on signale qu'on garde une voix, quel serait le message de notre sortie ?

Présidence : On est sur ce qui est en rouge présentement.

ARCTUS : On est sur le contexte d'en quoi c'est pertinent de sortir. J'aimerais être éclairé.

REMDUS : Le fait d'être membre donne le droit de vote, une représentation et des services juridiques. On a des privilèges. Pour l'effet de se retirer, je ne peux pas répondre. Il y aura un effet



dans le mouvement étudiant. Il y a des éléments dans la structure qui n'avantagent pas les membres. Le message va être reçu différemment par tout le monde.

***Le vote demandé sur la proposition de retirer les considérants en rouge à l'écran.
La proposition est battue à majorité donc les considérants sont gardés.***

Tamara Bilodeau (RECSEP) : J'aimerais prendre la parole en tant que porte-parole. En mon devoir d'administratrice, la fois passée on a eu le problème de la clarté de la question référendaire. Les considérations actuelles semblent avoir une connotation, notre devoir en tant qu'association serait d'avoir le plus de neutralité possible. J'invite en tant que CA du REMDUS, d'exclure les considérants.

Présidence : Sur la proposition de retirer le préambule et mettre en tant que proposition il y a-t-il demande de vote?

***Il n'y a pas de demande de vote.
Adoptée à l'unanimité (AU).***

RECMUS : Je crois que la plupart des considérants ne sont pas utilisés puisque les autres ont été enlevés. On garde seulement de participer sans le droit de vote.

RECSUS : J'appuie.

RECSUS : Je crois que si c'est la position officielle, je pense que ça envoie un message et que ça donnerait des informations pertinentes lors de l'envoi.

Tamara Bilodeau (RECSEP) : Je m'exprime en mon nom. Je pense qu'il y a un intérêt à garder le procès-verbal si quelqu'un fait un mémoire.

RECSEP : Si on les retire, comment peut-on s'attendre à ce que nos membres prennent une décision éclairée? Qu'elle soit teintée ou non, il faut quand même doter les membres d'informations pour qu'ils prennent une décision éclairée.

RECMUS : Je suis d'accord avec l'intervention. Ce n'est pas correct de faire un référendum sans contexte. J'ai une question, quel est le pourcentage pour que ça soit accepté?

Présidence : D'après les règlements généraux, le quorum est de 10 % au minimum.

RECMUS : Je ne vois pas comment avoir 10 % sans avoir informé les membres.

RECSUS : C'est aux camps du oui et du non d'informer.

Présidence : D'autres discussions? Pour la proposition des 4 considérants en rouge, demande de vote?



Le vote contre est constaté à majorité, la proposition est battue.

ARCTUS : Si on a conservé ces considérants, il faut plus d'équilibre dans ce qui est présenté, car on va perdre des avantages à se retirer, il faudrait plus de précisions.

RECSUS : C'est pour donner un contexte, cela n'a rien à voir avec ce que vont faire les deux camps.

RECMUS : J'aimerais préciser que si la proposition est acceptée, la question fournie sera : souhaitez-vous que REMDUS se désaffilie de l'UEQ?

PROPOSITION

*Il est proposé par **RECMUS** et appuyé par **RECSUS** que le REMDUS tienne une consultation référendaire sur son affiliation à l'UEQ pendant la session d'hiver 2024, laquelle serait :*

Souhaitez-vous que le REMDUS se désaffilie de l'UEQ?

Le vote est demandé

Abstentions : 2

Pour : 11

Contre : 7

Adoptée à majorité (AU).

5. Divers

ARCTUS : Est-ce qu'une autre affiliation pourrait être envisagée?

REMDUS : S'il y a une volonté de s'affilier ailleurs, ça sera discuté.

6. Clôture de la réunion

La réunion est levée à 19h57 face à l'écoulement des points de l'ordre du jour.